



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



SNCF
secteur
Lille
et environs

le 10 avril 2023

DÉTERMINÉS JUSQU'AU RETRAIT !

Les manifestations du 6 avril ont une fois de plus été nombreuses, et ont rassemblé dans les rues des grandes villes, mais aussi des petites, des jeunes, des travailleurs, des retraités. De quoi faire trépi-gner le gouvernement, pour qui tous les moyens sont bons pour décourager ceux qui luttent : lacrymos, gardes à vue, menaces judiciaires contre des grévistes... Mais force est de constater pourtant qu'après onze journées de mobilisation, le mouvement est encore bien vivant.

Ils en sont malades

La veille du 6 avril, l'intersyndicale s'était rendue à Matignon sur l'invitation de la Première ministre... pour en ressortir après une heure de réunion. Visite chez une Elisabeth Borne qui avait annoncé par avance qu'il n'y aurait pas le moindre espace pour une négociation, sans doute attendue par les directions syndicales. Mais le gouvernement essaye maintenant de temporiser : il veut respecter la « convalescence » des travailleurs qui auraient à avaler la pilule de la réforme. **Pour l'ins-tant les manifestants sont en pleine forme, c'est le gouvernement qui est malade de nous voir toujours dans la rue !**

Face à l'opposition qui continue de s'exprimer, le gou-vernement a choisi la stratégie de la matraque. S'il espérait peut-être au début compter sur l'encadre-ment du mouvement par les directions syndicales pour contenir la colère, ou simplement sur la lassitude, il a changé son fusil d'épaule. D'autant qu'en plus des journées d'action, les rassemblements spontanés de travailleurs en colère se sont multipliés après l'an-nonce du 49.3, avec des liens qui se tissent entre les secteurs en grève, qui se donnent mutuellement du courage pour continuer. D'où la peur du gouvernement des patrons, qui a durci la répression, les arrestations arbitraires, les réquisitions. **Mais l'abus de pouvoir est parfois un peu trop visible : à Rouen, le tribunal administratif a décidé de suspendre les réquisitions de grévistes à la raffinerie TotalEnergies de Gonfreville-l'Orcher, et à Paris des interdictions de manifestations ont été annulées.**

Une seule réponse: la mobilisation

Pendant que Borne fait face à la grande muraille des mobilisations, Macron préfère partir visiter la Chine. Voyage diplomatique dont on retient surtout une pe-tite phrase du genre de celles qui attisent la flamme :

« Quel est le taux de gréviste depuis quinze jours ? Il est à un niveau historiquement très faible. [...] Qu'on n'aille pas m'expliquer que le pays est à l'arrêt... » Son mépris habituel pour les travailleurs masque mal le malaise du président face à trois mois de mobilisation sur les retraites, auxquels s'ajoutent les nombreuses grèves sur les salaires qui témoignent d'une ébullition dans divers secteurs du monde du travail. Ébullition dont le patronat et le gouvernement craignent plus que tout qu'elle se généralise. Car **c'est bien cette pro-pagation de la grève qui pourra faire mentir Macron. Il sait bien que la grève des éboueurs pourrait reprendre à Paris. Il sait bien que d'autres pourraient les suivre. Et il sait bien que la majorité de la population soutient toujours le mouvement.**

Vendredi 14 avril, c'est au Conseil constitutionnel de donner son feu vert à cette loi. Il n'y a aucune illusion à avoir sur cette institution faite de vieux politiciens à la retraite. Pour mémoire, le dernier projet censuré par le Conseil était la proposition de taxer les très hauts reve-nus à 75 % sous le gouvernement Hollande. Le Conseil écarte les réformes quand on lui demande. C'est sous la pression que le mouvement réussit à mettre sur le gouvernement et le patronat que les « sages » du Conseil retoqueront peut-être deux ou trois éléments annexes, histoire de laisser entendre qu'on pourrait éviter le pire lors de l'application du projet de casse des retraites. Et Laurent Berger lui emboîte le pas, en annonçant sur BFM qu'il ne « remettra pas en cause la légitimité du Conseil constitutionnel »... **Mais nos vies valent plus que la Constitution de la République !**

Le 13, il faudra être encore plus nombreux que jeu-di dernier en grève et en manifestation... Et le 14 on continue ! Si Macron et Borne n'ont pas compris, et font valider par le Conseil leur réforme déjà passée à coups de 49.3, la colère pourra monter encore d'un cran. Elle ira jusqu'au retrait !

CDI : C'est Décidément Inintéressant

Le point commun entre les technicentres, le contrôle, les guichets, l'escale et le RCAD (vente à distance et service client) ? Tous prennent des intérimaires à tour de bras. Ces services sont aussi en sous-effectif. Un CDI est parfois proposé aux nouvelles recrues qui, pour la plupart, déclinent l'offre. Parole d'intérimaire : « **le CDI ne m'intéresse pas. Les conditions de travail sont difficiles et je gagnerais bien moins** ». Au moins c'est clair : les salaires sont tellement bas qu'on leur préfère la précarité !

Soutien à Delphine !

Parce que la direction souhaite clairement faire de notre collègue un exemple et poursuivre sa politique de management par la peur, continuons à signer et à diffuser la pétition contre son licenciement !

<https://www.change.org/p/non-au-licenciement-de-delphine>

La force des travailleurs

Une proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale par des députés LR, prévoit entre autres choses « d'interdire les grèves dans les transports publics pendant les périodes de grande mobilité et durant les trois premiers et les trois derniers jours des vacances scolaires ainsi que les jours de consultations électorales ». **Et pourquoi ne pas ajouter l'interdiction des grèves dès qu'elles stoppent la production ? Par leur manoeuvre, ces députés ne font qu'étaler leur crainte des grèves ouvrières en cours !**

Réquisition illégale

Le tribunal administratif de Rouen vient, quant à lui, de déclarer que les réquisitions qui visaient les grévistes de la plus grande raffinerie de France, ordonnées début avril par le préfet, étaient illégales car injustifiées. Il est vrai que la seule véritable justification de ces réquisitions était de briser la grève des raffineurs par la contrainte et la menace.

Arbitraire policier

Plusieurs centaines de cheminots et de soutiens se sont rassemblés la semaine dernière pour exiger la libération d'Éric, cheminot à la gare du Nord, et militant de Lutte Ouvrière. Arrêté au cours de la manifestation de jeudi, il discutait innocemment. Les flics ont prétexté qu'un type portant une veste de la même couleur que la sienne leur aurait lancé un projectile. Une arrestation arbitraire, ciblant un militant syndical et politique : une énième tentative d'intimidation du pouvoir face à la mobilisation qui ne faiblit pas. **Éric a été libéré et ne sera pas poursuivi... et pour cause ; son dossier est vide.**

On a trouvé de l'argent pour les retraites

Et peut-être même pour les hôpitaux, les écoles, etc. Mardi 28 mars dernier, les sièges français de cinq banques (Société générale, BNP Paribas, Exane, Natixis et HSBC) ont été perquisitionnés pour fraude fiscale. **Le montant des sommes détournées à l'échelle européenne par ces établissements évoluerait entre 55 et 140 milliards d'euros.** Et on nous dit que les caisses de

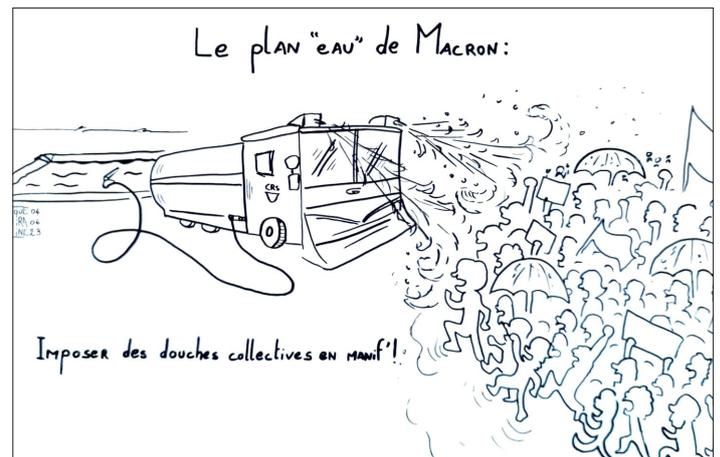
retraite seront déficitaires ?

Oh punaise...

Ce bulletin vous est garanti sans punaise de lit. Pas comme plusieurs chambres de foyers Orfea. Bordeaux, Paris Nord, Lille Flandres... les cas d'infestation se multiplient à un tel point que la direction devrait envisager de donner le statut de roulant à ces petites bestioles.

On a eu raison !

C'était en octobre 2019. À la suite d'un accident de circulation d'un TER « EAS » (sans contrôleur) en Champagne-Ardenne, où le conducteur, agent seul à bord du train, a dû partir blessé assurer la protection des circulations, un mouvement national de dépôts de sac des ASCT et des ADC a eu lieu. La direction, apeurée, criait à la grève sauvage et donc illégale, comptant sur les mises en demeure et le soutien du gouvernement. Le conseil des Prud'hommes de Nantes vient de retoquer cette décision de la boîte en donnant raison dans son jugement à deux conducteurs nantais qui avaient déposé le sac pour danger grave et imminent. La SNCF est également sommée de rembourser les retenues de salaire qu'elle avait imposées à ces deux collègues. Victoire !



100 milliards d'euros pour SNCF Réseau ?

C'est la promesse d'investissement d'ici 2024 du gouvernement, qui vient essayer d'éteindre l'incendie qu'il a lui-même provoqué. Chabannel, président de SNCF Réseau, admet devant les sénateurs : « Il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup de travail ». Espérons que cet argent ne reproduira pas un hôpital bis où de grands chiffres sont annoncés, mais où le service et les conditions de travail continuent à se dégrader. À bon entendre !

Toutes nos publications sur

site : nouveupartianticapitaliste.fr

Facebook : Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA

Twitter : @NPA_NouPar Anti

Instagram : @npalille_59

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants ou en nous adressant un e-mail à cr@convergencesrevolutionnaires.org